

Avant-propos

Les administrations publiques sont entrées dans une ère marquée par des crises multiples, où de nombreux chocs consécutifs sont venus ébranler la résilience économique, la sécurité et le bien-être dans le monde entier. Ces crises ont eu des sources très diverses, qu'il s'agisse d'une instabilité politique, de tensions géopolitiques, d'un ralentissement économique, de problèmes énergétiques ou d'urgences de santé publique telles que la pandémie de COVID-19. En parallèle, les administrations publiques doivent relever des défis structurels tels que le vieillissement de la population et gérer la double transition verte et numérique, ce qui exigera de profondes mutations structurelles des économies et des sociétés.

Si les pays sont nombreux à tirer parti des possibilités offertes par une modernisation rapide, et notamment par les outils numériques, ils se trouvent également placés face à un certain nombre de tendances inquiétantes, parmi lesquelles un phénomène de polarisation politique, la présence croissante de la mésinformation et de la désinformation et la montée en puissance du désenchantement à l'égard des processus démocratiques traditionnels. En réaction à ces tendances, les pouvoirs publics s'emploient de plus en plus à renforcer la résilience démocratique et la confiance à l'égard des institutions publiques. En moyenne, cette confiance n'est que légèrement plus élevée qu'au lendemain de la crise financière mondiale de 2008.

C'est dans ce contexte critique que les pays membres de l'OCDE et les pays candidats à l'adhésion se sont retrouvés, en novembre 2022, pour la réunion que le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE a tenue au niveau ministériel sur le thème « Bâtir la confiance et renforcer la démocratie ». À cette occasion, ils ont dévoilé l'initiative « Renforcer la démocratie » de l'OCDE. Dans le cadre de cette initiative, les pays se sont engagés à mener un large éventail d'actions sur le terrain de la gouvernance publique face aux principaux défis pour la démocratie et la confiance. Il s'agit notamment de lutter contre la désinformation et la mésinformation ; de renforcer la représentation, la participation et l'ouverture dans la vie publique ; de mieux préparer les administrations à l'action face à l'enjeu climatique ; de transformer la gouvernance publique au service de la démocratie numérique ; et de donner aux pouvoirs publics les moyens d'assumer leurs responsabilités mondiales et de gagner en résilience face à l'influence étrangère.

Pour suivre dans quelle mesure ces engagements seront tenus, il sera crucial de disposer de données. Cette huitième édition du Panorama des administrations publiques contribue à ce socle de données en proposant des données internationales comparatives sur tout un éventail d'outils et de pratiques de gouvernance publique, afin de mettre en évidence les forces, mais aussi les faiblesses, de la gouvernance démocratique. Le chapitre Focus « Construire, renforcer et protéger : résilience démocratique en période de crises multiples » met en relief les trois leviers que les pouvoirs publics peuvent actionner à cet égard. Il a été présenté en tant que document de référence à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2023.

Le présent rapport a été approuvé par le Comité de la gouvernance publique selon la procédure écrite le 13 juin 2023, en vue de sa préparation pour publication par le Secrétariat de l'OCDE.



Extrait de :
Government at a Glance 2023

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/3d5c5d31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Avant-propos », dans *Government at a Glance 2023*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2cf26389-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.